

DISTRIBUTION GAZ

CCE de GRDF
du 15 mars

La séance du CCE de GRDF s'est déroulée au siège de GRDF, 6 Rue Condorcet 75009 Paris.
Président de séance: **Patrick BONNEAU**. Secrétaire : **Thierry JOURNET**.

Ordre du jour n°1 :

Comptes annuels et rapport d'activités et de gestion du CCE pour 2016 [p.2]

Ordre du jour n°2 :

Fonctionnement du CCE : [p.2]

➤ Approbation des PV du 22/09, 20/10, 9/11 et 15/12/2016 // Résolution sur formation des élus en début de mandat // Résolutions concernant la politique financière du CCE et droit des membres // Budget prévisionnel 2017 du CCE GRDF // Documentation économique, juridique et financière // Calendrier prévisionnel des consultations pour le CCE GRDF 2017.

Dossier EOAI : REX des Pilotes Urbains – pour Information [p.2-3]

Plan de Formation GRDF 2017 – pour Information [p.3]

GF, NR, SNB,...la grogne continue chez les gaziers !!!

En préambule de la séance, la délégation CGT a fait lecture d'une déclaration liminaire.

Note de déclaration liminaire pouvait commencer comme cela,.....mais nous avons, depuis, retrouvé les touches manquantes,seulement les touches !!!

Malgré la mobilisation de plus de la moitié des salariés lors des journées d'actions revendicatives des 31 Janvier, 7 et 14 Mars, jalonnées par les « mardis de la colère », le Medef des IEG a délibérément décidé de répondre par le mépris et l'irrespect aux légitimes revendications du Personnel.

Les journées de grève, de mobilisations et d'actions se succèdent dans les Industries Electriques et Gazières sans que la détermination des salariés ne soit entamée.

Une nouvelle fois, la mobilisation est à la hauteur de la provocation des principaux dirigeants de nos entreprises qui choisissent la stratégie de l'essoufflement du conflit, en lieu et place d'ouverture de réelles négociations et de réponses aux légitimes revendications portées !

Les salariés ne sont pas dupes et réclament l'ouverture d'une négociation sur l'augmentation du Salaire National de Base : 0%, c'est une insulte !

De nouvelles actions sont planifiées, comme la grande journée du 21 mars pour la défense de l'Industrie et des Services Publics, pour laquelle la FNME CGT appelle à une nouvelle mobilisation d'ampleur.

lire notre déclaration intégrale



Composition de la délégation CGT au CCE GRDF

ABED	Karim	karim.abed@erdf-grdf.fr
AURIOL	Carole	caroleauriol@orange.fr
BERGER	Pascal	pascal-p.berger@erdf-grdf.fr
BILLAUT	Serge	serge.billaut@erdf-grdf.fr
BRIERE	Cassandra	cassandrebrriere53@gmail.com
CASTETS	Philippe	pcastets.edfgdf@gmail.com
CELLERIER	Fabrice	fabrice.cellerier@erdf-grdf.fr
CHESNEL	Hervé	chesnelherve@hotmail.fr
DAYET	Lionel	lionel.dayet@grdf.fr
DUTEL	Thomas	dutelthomas@gmail.com
FALLETTA	Pietro	pietro.falletta@erdf-grdf.fr
GONNET	Christophe	christophe.gonnet@erdf-grdf.fr
HEINISCH FOUQUES	Patrice	patrice.heinisch@gmail.com
JANEAU	Christophe	christophe.janeau@erdf-grdf.fr
JOURNET	Thierry	thierry.journet@erdf-grdf.fr
LEFEBVRE	François	francois-jacques.lefebvre@erdf-grdf.fr
LETOURNEL	Patrick	pletournel091@gmail.com
PICCIRILLO	Alain	alain.piccirillo.cgt@gmail.com
PROBEL	Frédéric	frederic.probel@enedis.fr
RAYA	Sébastien	sraya@fnme-cgt.fr
RENARD	Yann	yann.renard@erdf-grdf.fr
RIDUET	Thibaud	rdthibaud@gmail.com
ROTY	Chrystelle	chrystelle.roty@erdf-grdf.fr
SANTO	Patrick	clmepat@yahoo.fr
SCHEERLINCK	Frédéric	frederic.scheerlinck@erdf-grdf.fr
ZUCCARO	Ludovic	ludoviczuccaro.ccegrdf@gmail.com
CHABARD (RSCCE)	Didier	didier.chabard@erdf-grdf.fr





ODJ n° 1 – Comptes annuels et rapport d'activités et de gestion du CCE pour 2016 – pour Avis

Conformément aux obligations légales en matière de gestion des CCE, cette 1ère séance ne comportait que ce point à l'ordre du jour.

Les comptes annuels du CCE GRDF ont été présentés pour avis aux membres du CCE, suite à la signature de l'expert-comptable et à la validation de la Commission des Moyens.

De même a été présenté le rapport d'activités et de gestion, réalisé par le trésorier sortant du CCE, et validé par la Commission des Moyens.

Ce point a été porté au vote et a recueilli l'unanimité des membres présents.

A l'issue de cette passation, la délégation CGT a tenu à remercier les secrétaire et trésorier sortants, respectivement Thierry Dalot et Bernard Battu pour leur implication et leur investissement tout au long de leurs mandatures.

La direction s'est associée à cet hommage.

ODJ n°2 - Fonctionnement du CCE

➤ **Approbation des PV du 22/09, 20/10, 9/11 et 15/12/2016**

Ces PV sont approuvés à l'unanimité.

➤ **Résolution sur formation des élus en début de mandat**

Cette résolution est votée à l'unanimité.

➤ **Résolutions concernant la politique financière du CCE et droit des membres**

Les 3 résolutions sont votées à l'unanimité.

➤ **Budget prévisionnel 2017 du CCE GRDF**

La présentation du budget prévisionnel du CCE pour l'année 2017 recueille un avis favorable à l'unanimité.

➤ **Documentation économique, juridique et financière**

Suite à la remarque de la délégation CGT sur l'obsolescence de certaines données de cette documentation, la direction s'est engagée à transmettre un document à jour.

➤ **Calendrier prévisionnel des consultations pour le CCE GRDF 2017.**

Suite à la mise en application de la Loi Rebsamen du 17.08.2015, les 17 consultations obligatoires récurrentes du CCE sont regroupées en 3 grandes consultations annuelles. Les élus sont aujourd'hui informés sur ce nouveau processus prévu par le Code du travail au sein de GRDF pour l'année 2017, notamment celle relative aux « orientations stratégiques de l'entreprise ainsi que la GPEC et les orientations de la formation ».

Par le biais d'une résolution commune qui recueille l'avis unanime des représentants du personnel, ceux-ci demandent notamment que le CCE reçoive communication des éléments d'un véritable Plan à Moyen Terme (PMT) de l'entreprise et que de tels éléments puissent être également transmis à l'expert économique désigné par le CCE dans le cadre de ce processus d'information et de consultation. **lire cette résolution**



Dossier EOAI : REX des Pilotes Urbains – pour Information

GRDF a fait le choix d'expérimenter sa future organisation sur 8 villes pilotes, urbaines, afin de pouvoir ensuite la déployer sur l'ensemble du territoire. Le but de ces pilotes est de faire fusionner les activités clientèle gaz avec celles du réseau, dans les mêmes agences.

Le retour d'expérience présenté au CCE devait servir à pouvoir convaincre les élus du CCE de la généralisation de l'ensemble du projet en test des 8 régions sur toute la France avec, comme objectif, d'être finalisée pour le 31 décembre 2017...

Depuis le début du projet, les élus CGT ont, lors de multiples rencontres, essayé de faire comprendre à la direction qu'elle ne devait pas continuer dans ce sens, **la plupart des agents ne se retrouvant pas dans celui-ci et ne faisant que le subir.**

Malgré toutes nos alertes, nous pouvons mesurer le peu de considération de la direction face à la réalité des situations remontées dans les différents CE ainsi qu'au CCE :

- ❖ seulement 4 REX sur les 8 pilotes ont été réalisés,
- ❖ pas de prise en compte des problématiques terrain, avec très peu de remontées,
- ❖ seuls les indicateurs qui valorisent le projet direction sont pris en compte,
- ❖ l'activité clientèle prend le dessus sur les travaux réseau,
- ❖ les statistiques prennent le dessus sur la vraie reconnaissance du professionnalisme,
- ❖ les formations commencent à se décaler dans le temps, faute de place et de formateur,
- ❖ les futurs métiers tirent une fois de plus le niveau de responsabilités vers le bas, ainsi que la rémunération,





- ❖ le versement des différentes mesures salariales se fait dans un flou artistique, sans aucune équité de traitement entre les agents,
- ❖ aucune transparence sur les attributions des ADP, entre régions, collèges et services,
- ❖ le parc véhicules ne correspond pas à la réalité de l'organisation projetée,
- ❖ agrandissement des zones d'interventions pouvant, dans certains endroits, mettre en danger les biens et les tiers,
- ❖ aucun élément sur la possible dégradation des différents critères liés à la sécurité ainsi qu'à la programmation,
- ❖ pas d'éléments sur les difficultés de mise en place des APPI, prenant en compte les problématiques de gestion de la programmation, des absences, des délais fournisseurs, des congés, etc.

La délégation CGT a demandé à ce que certaines parties d'installations avant compteur, lorsque celui-ci est en local, fasse l'objet d'un essai manométrique avant ouverture de l'OCI (mise en gaz).

Seul le pilote de Lyon a une procédure locale sur ce point (tuyauterie entre le robinet fermé en partie commune et le compteur en appartement, par exemple).

Pour les élus CGT, ce REX n'est qu'une étape dans le projet transformation et au regard des éléments fournis, nous n'avons absolument pas le recul nécessaire pour pouvoir dire si ce modèle va fonctionner sur toute la France, d'un coup de baguette magique, comme voudraient nous le faire entendre les employeurs...



Il nous semble, pour l'heure, plus que prématuré d'affirmer qu'une fois tous les REX présentés, le déploiement en région pourrait alors être réalisé !

lire la déclaration



Plan de Formation GRDF 2017 – pour Information

Sur ce sujet, la délégation CGT fait lecture d'une déclaration. **lire la déclaration sur le Plan de Formation**



Une fois de plus les élus CGT au CCE de GRDF constatent que la politique de formation de l'entreprise n'est pas à la hauteur des ambitions qu'elle affiche dans son document. En effet, bien que la communication de l'entreprise ne cesse de parler des besoins de professionnalisation des agents, il ressort du Plan de Formation 2017 un nombre d'heures de formations pour la catégorie « **développement des compétences** » particulièrement ridicule. Celles-ci ne représentent que 3 % du total des heures du PLF. Pourtant l'entreprise a un besoin énorme en renouvellement des compétences.

Les élus CGT ont également relevé plusieurs contradictions entre les Orientations Générales de Formation et les prévisions du Plan de Formation 2017, induites notamment par l'absence significative d'accord sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences au sein de GRDF. Ils ont dénoncé ces incohérences et demandé à la direction de changer de braquet pour proposer aux agents de véritables formations promotionnelles. Celle-ci a tenté de se justifier, donnant au passage des chiffres erronés, et cherchant des arguments tendancieux quant à la discrimination faite aux femmes dans l'accès à la formation professionnelle continue. Les chiffres erronés ont été aussitôt corrigés en séance par la délégation CGT ; la direction en a pris acte.

De plus, la délégation CGT a insisté sur l'écart important constaté depuis plusieurs années entre les formations prévisionnelles et celles réellement réalisées.

La direction explique que des absences de dernière minute et des absences pour maladie seraient responsables de cela, puis ajoute timidement **qu'il est souvent difficile de libérer des agents en raison de plannings trop contraints !** C'est la double peine pour les salariés qui d'un côté réalisent leurs activités dans des conditions difficiles et se voient, en plus, pénalisés sur la formation à cause de l'organisation du travail dans notre l'entreprise.

Les élus CGT ont par ailleurs demandé l'ouverture d'une négociation pour un nouvel Accord Formation qui permettrait de se mettre en phase avec les dernières lois en la matière et de mieux développer les dispositifs de formation à disposition des agents.

Enfin, concernant **l'entretien professionnel** - obligatoire pour tous les salariés - sachez que :

- il est mis en place à partir d'une trame d'entretien qui n'a fait l'objet **d'aucune concertation avec les Organisations Syndicales, ni d'aucun processus de consultation des Institutions Représentatives du Personnel,**
- **des points importants** - stipulés par la Loi- sont manquants dans le support utilisé.



lire la déclaration sur l'entretien professionnel



prochain CCE de GRDF le 20 avril 2017

